

COMPTES RENDUS DE LECTURE

Ouvrage collectif, *Les jeunes et la lecture en Algérie, (Edition distribution et nouveaux supports de lecture). Coordination Abdelkader Abdellilah, Éd. Ibn Nadim, Oran, 2010, 256 p.*

Consacré aux actes de la journée d'étude : « Les jeunes et la lecture en Algérie », organisée le 28 juin 2008 par le Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur l'Information Scientifique et Technologique (LERIST) et le projet de recherche : « Lecture et nouvelles technologies : nouveaux supports, nouvelles pratiques », en partenariat avec les Universités d'Oran et de Constantine, l'ouvrage est constitué de douze communications présentées lors de cette journée, sept sont en langue arabe, et cinq en langue française. Liée à plusieurs fonctions (divertissement, instruction, formation, etc.), la lecture ne se réduit pas actuellement au livre, elle est assujettie à d'autres supports mis en œuvre par les nouvelles technologies. Et comme les goûts et les pratiques de lecture évoluent en permanence et changent au fil du temps, les jeunes s'approprient facilement les nouveaux usages, et s'adaptent en fonction des exigences imposées par le contexte actuel.

En conséquence, le rapport entre l'institution scolaire et l'organisation culturelle de la société est déterminant dans l'acquisition de cette aptitude intellectuelle, même si en Algérie, l'école valorise le livre comme unique support pour la lecture, alors que les jeunes font appel à d'autres supports.

Et en dépit du fait que « l'acte de lire est faiblement enraciné dans les habitudes de la famille algérienne en général » (p. 13), ceci, en plus, des efforts (insuffisants) menés en ce sens dans le milieu scolaire, l'intérêt pour la lecture existe, bel et bien, chez cette catégorie sociale. Donc, « les jeunes lisent » affirme A. Abdellilah, dans l'introduction de cet ouvrage collectif, mais la lecture se fait « autrement », ce qui contredit largement l'opinion ancrée chez plusieurs acteurs impliqués dans l'éducation et la formation.

Par contre, et compte tenu de la dépréciation ambiante du savoir, dans une société en crise, l'ambition de la réussite sociale n'est plus liée à l'accumulation du savoir, et à l'obtention du diplôme. Ce qui fait que le livre et la lecture n'ont plus la même valeur symbolique qu'auparavant.

Cela s'explique par le déséquilibre de l'offre de lecture (librairies et bibliothèques), entre les espaces urbains et ruraux, par la question des langues en Algérie, l'analphabétisme, et la faiblesse des moyens de

promotion du livre (télévision, radio, revues, journaux, etc.), autant de paramètres qui ne militent pas en faveur du support que représente le livre.

S. Halima confirme cette tendance dans sa communication, en l'appuyant, car, pour elle, l'Internet « révolutionne, non pas, l'écrit, mais l'accès à l'écrit ». Quant à Y. Naji-Aboura, elle revient sur les pratiques de lecture des jeunes en Algérie, à partir d'une enquête réalisée dans trois lycées de la ville d'Oran, et touchant 367 élèves (124 garçons et 243 filles), dont l'âge varie entre 15 et 20 ans. Pour l'auteure de cette enquête, « il ne suffit pas d'avoir appris à l'école pour être un lecteur ». Et c'est pour cette raison qu'elle insiste sur le rôle que peuvent jouer la bibliothèque familiale, les librairies et les bibliothèques des lycées, ainsi que l'orientation des enseignants, dans la transmission du goût de la lecture aux élèves. Chaque instance doit occuper une place bien déterminée dans cet effort d'apprentissage et d'appropriation de cette pratique capitale pour l'accès à la connaissance et au savoir. L'évaluation des compétences linguistiques, les préférences littéraires, le rôle des parents, leurs professions et leurs langues de lecture, le sexe, la filière et la télévision sont autant d'éléments de réflexion sur lesquels s'est penchée l'universitaire. Il s'avère que le livre religieux occupe une place prépondérante dans la lecture des enquêtés, et que les filles lisent plus que les garçons, de même les jeunes algériens sont des téléspectateurs assidus comparés aux jeunes français.

A. Abdellilah revient sur l'offre de lecture en Algérie - dont plusieurs institutions sont impliquées dans la distribution et la commercialisation du livre - en orientant son enquête sur la ville d'Oran, en particulier. Il indique que le marché du livre a connu une évolution significative à partir de l'année 1989, avec la création de maisons d'éditions privées, de journaux indépendants, et l'entrée en jeu des importateurs du livre.

Il relève que le centre-ville d'Oran accapare plus de la moitié des points de vente, le reste se situant dans les quartiers périphériques. Il fait remarquer, que face aux difficultés que connaît ce secteur, beaucoup de libraires ont changé d'activité, ou ont complètement disparu du circuit.

Il revient également sur la configuration géographique et topographique de l'offre de lecture, en identifiant trois circuits : « le circuit lettré » en centre-ville, le « circuit populaire » dans les quartiers périphériques, et enfin « le circuit journal » disséminé un peu partout, car contrairement aux idées reçues, l'intérêt commercial pour le livre et le journal est, depuis quelques années, probant pour certains commerçants, dénotant, ainsi, la présence d'un lectorat potentiel.

Concernant l'utilisation du web par les éditeurs algériens, elle est encore assez timide selon N. Ouenzar-Mouloudi, qui a pris comme échantillon d'enquête onze maisons d'éditions. Mais beaucoup reste à faire dans ce domaine, note-elle.

En outre, plusieurs communications ont été consacrées aux actions dévolues aux acteurs sociaux pour créer la motivation pour la lecture chez les apprenants.

Celle de N. Jibran Khalil intitulée « L'enfant et la culture de l'avenir », propose la mise en place de dispositifs pour encourager les enfants à la lecture.

Par ailleurs, le rapport des jeunes à la bibliothèque scolaire est abordé par M. Larbi Benhadjar, qui avance plusieurs propositions pour inciter les jeunes à fréquenter les bibliothèques scolaires.

D'autres contributions sont contenues dans cet ouvrage collectif dont celle de M. Meziche qui s'intéresse à « la lecture libre et son rôle dans la formation de l'individu ». Celle de S. Meguenani va dans le même sens, en consacrant son étude au rôle dévolu au milieu scolaire dans le développement de la passion pour la lecture chez les jeunes. Les institutions sociales liées à l'acte de lecture et les mécanismes mis en œuvre ont fait l'objet d'une analyse par H. Bouchakour.

A. Nimour présente dans sa contribution un point de vue général sur le marché du livre à Oran, en rendant compte des espaces d'édition et de lecture qui existent dans cette ville. L'intégration des jeunes aveugles a retenu l'attention de L. Chagra, qui a mis en exergue, les efforts consentis par la Bibliothèque Nationale en faveur de cette catégorie de jeunes.

En somme, les questions soulevées dans l'ouvrage ont plusieurs mérites : elles ont abordé une problématique très délicate où les institutions publiques ou de recherche s'investissent peu. Les communications se sont appuyées, pour la plupart d'entre-elles, sur des enquêtes de terrain, ce qui donne aux résultats obtenus plus de pertinence scientifique, et enfin elles peuvent ouvrir de nouvelles pistes de recherche pour celles et ceux qui veulent les prendre en charge. La connaissance et la compréhension des pratiques culturelles des Algériens dépendent des efforts fournis par les établissements de recherche scientifiques et des institutions chargées de la diffusion de la culture.

Mohamed DAOUD

Ouvrage collectif, *Récits de vie des jeunes (Etudes, Chômage, Famille, Santé et Sexualité)*, Publication GRAS*, Université d'Oran, 2005, 200 p.

Publié par l'équipe de recherche du laboratoire de recherche en Anthropologie de la Santé, l'ouvrage part de l'interrogation suivante : que savons-nous précisément de la vie quotidienne des jeunes ?

Pour répondre à cette question, l'équipe de recherche a eu recours aux récits de vie des jeunes, en s'appuyant sur la sociologie compréhensive. Ce récit de vie étant une technique qui « permet d'intégrer la subjectivité du jeune qui est conduit à mettre au jour un ensemble de contraintes sociales, symboliques, et morales » (p. 6).

Ainsi, les représentations des jeunes sur leur quotidienneté et la construction de leur imaginaire ont constitué l'objet de cette recherche qui passe par l'écoute et la valorisation des points de vue de cette catégorie sociale qui est souvent stigmatisée, surtout pour les jeunes qui habitent les quartiers pauvres et qui s'adonnent à des pratiques jugées « dépravées ».

Ce travail de l'équipe de recherche, basé sur un guide d'entretien (voir annexe) a porté sur trois catégories de jeunes : les étudiants, les chômeurs et les délinquants, et a touché plusieurs quartiers socialement diversifiés de la ville d'Oran, d'Es-Sénia et de Bir-El-Djir.

Présenté sous forme de trois parties, l'ouvrage consacre chaque partie à une catégorie de jeunes : étudiants, jeunes chômeurs et les jeunes délinquants. Malgré leurs spécificités, ces trois groupes partagent beaucoup de choses, dont le rapport au temps, le regard qu'ils portent sur les études, la famille, la sexualité, etc.

Concernant le rapport au temps : pour les « hittistes » (désœuvrés), il renvoie à une existence sociale qui ne ressemble à « rien ». Le fait de « vivre » ne semble pas avoir de sens pour eux. En revanche, pour les étudiants, le temps est « institutionnalisé », normé et soumis à des impératifs importants. Certains, parmi eux, arrivent quand même à s'absenter quelquefois pour exercer une activité dans le secteur informel, afin de financer leurs études.

Tout en reconnaissant que leur niveau universitaire est faible, les étudiants expliquent cela par le fonctionnement de l'université qui est identifiée, au fil du temps, à un espace de distribution de diplômes sans lien avec une formation de qualité. Il s'agit pour eux de « fermer l'année », et c'est tout. L'université est « un lycée sans surveillants », et

* GRAS : (Mebtoul Mohamed, Directeur du GRAS, Aouari Abdelkrim, Kerzabi Zahia, Lamari Linda, Oussaci Nadia, Bouslama Souad chercheurs associés).

l'emploi dans une institution étatique ne les intéresse plus, contrairement aux générations des années 1970 et 1980.

Quant à la famille, il ressort de ces récits que l'ordre patriarcal n'a pas disparu malgré quelques fissures sans gravité, l'intériorisation des rapports d'autorité à l'égard du père demeurant une donnée fondamentale. Néanmoins, le statut de la mère est survalorisé sur le plan affectif et social. Ceci dit, l'espace familial ne permet pas une autonomie forte de ses membres.

Quant au rapport à la sexualité, il se décline sous quatre visages : une sexualité interdite, une sexualité honteuse, une sexualité débridée et une sexualité assumée. Ainsi, le mariage étant une norme qui fait référence à la religion et à la stabilité sociale du jeune. Cependant, vivre en couple est un idéal pour l'ensemble des jeunes, mais pour des raisons matérielles (argent, emploi et logement), il est dur à accomplir. L'absence de perspectives dans ce sens, ajouté à la dégradation des services publics, la bureaucratie et la corruption, augmentent le malaise de cette catégorie sociale, d'où le recours à la construction d'un imaginaire centré sur l'ailleurs où les conditions d'un bien-être existent.

Partir est devenu un leitmotiv pour la plupart des jeunes, la « harga » (émigration clandestine) revient sans cesse dans tous les discours, surtout pour la dernière catégorie de jeunes (les délinquants) qui vivent un grand malaise.

On peut affirmer que ce type d'enquêtes permet au lecteur d'avoir une idée précise sur les représentations et les pratiques des jeunes d'aujourd'hui. Investir ce champ de recherches peut également aider les acteurs sociaux chargés de la jeunesse à concevoir des programmes socio-économiques et culturels pour accompagner cette population juvénile et la mettre en harmonie avec l'ensemble de la société.

Mohamed DAOUD

Anissa Brahim Errahmani, *L'adolescence délinquante entre responsabilité et fatalité*, Alger, OPU, 2010, 286 p.

L'ouvrage se subdivise en deux grandes parties complémentaires : la première se centre une étude des quatre paradigmes théoriques mis en œuvre dans l'investigation en sociologie criminelle : le paradigme de l'anomie, de la culture, du contrôle social et le paradigme multifactoriel, se composant respectivement d'un certain nombre de théories explicatives. La seconde partie porte est consacrée à la synthèse de l'enquête de terrain effectuée dans les centres de rééducation et le milieu scolaire. La problématique formulée dès l'incipit se réfère au principe de la totalité solidaire, mettant en rapport dialectique la structure socio-

économique, la culture et la personnalité. C'est à la lumière de ce triptyque heuristique que l'ouvrage apporte un nouvel éclairage sur l'étiologie de la déviance et de la criminalité.

La synthèse de l'enquête a permis de relever de nombreuses convergences entre les délinquants stigmatisés et les jeunes scolarisés n'ayant jamais eu affaire au contrôle social officiel. La déduction de l'auteure est que délinquance ne constitue pas un phénomène anormal mais la résultante d'une adaptation de la personnalité, à la lumière d'un système de modèles et de valeurs intériorisées et reconnues par tel ou tel groupe de la société globale.

Nouria BENGHABRIT-REMAOUN

Laurence Roulleau-Berger, *Migrer au féminin*, Paris, PUF, 2010, 192 p.

L'ouvrage aborde un des aspects des migrations internationales actuelles. Selon l'auteure les femmes constituent aujourd'hui près de 50% des migrants et derrière cette appartenance de genre, la diversification des profils des migrantes s'est également sans cesse accrue. Plusieurs parcours de migrantes y sont analysés, et ce, à partir de 187 entretiens biographiques de femmes originaires d'Afrique sub-saharienne et du Maghreb, aux niveaux de qualification différenciés. Elle tente de reconstituer les cheminements migratoires en perpétuelle recomposition et les processus d'accumulation de capitaux culturels par ces migrantes. Elle distingue deux types de routes migratoires pour rendre compte de leur complexification sous l'effet des dynamiques de la globalisation économique et des dispositifs de contrôle des frontières. Elle nous explique comment chaque expérience individuelle produit des apprentissages différenciés notamment par les rapports au travail dans les sociétés de départ. Les femmes, dit-elle, peuvent d'autant plus contrôler leur mobilité qu'elles disposent d'une qualification professionnelle élevée.

S'intéressant de près aux formes d'inégalités économiques et symboliques, touchant les migrantes elle précise que la distinction de genre en matière de migration tient ici au fait que les femmes, à la différence des hommes plus centrés sur la sphère de production, doivent élaborer de fragiles agencements d'emplois, dans différents lieux et en fonction des contraintes familiales. Les capacités d'autonomisation et la perception des contraintes varient selon, d'une part le niveau socio-culturel et les expériences professionnelles antérieures, et d'autre part des structurations des marchés du travail.

Abordant les dispositifs économiques élaborés sur les routes migratoires hiérarchisées, elle montre comment la position de chacune dans l'enclave ethnique est liée au capital social, à l'insécurité linguistique et aux qualifications professionnelles. L'enclave, dit-elle, peut se faire clôture totalitaire. Dans l'exemple français étudié, l'auteure met l'accent sur les niches ethniques dans le nettoyage, la confection, l'hôtellerie et le travail agricole. A l'insécurité migratoire s'ajoute ici la dérégulation maximale des conditions de travail jusqu'à la persécution. Dans tous les cas, affirme-t-elle ce sont l'étendue et la taille des réseaux sociaux, familiaux et ethniques qui semblent jouer un rôle décisif dans la production du capital spatial sur les routes migratoires où naissent des dispositifs économiques.

Proposant une réflexion sur les processus de construction des biographies des femmes migrantes marquées par des « bifurcations » et des « recompositions identitaires », elle met l'accent sur les changements spatiaux et professionnels qui peuvent agir soit comme des multiplications de points d'affiliation et de réagencement positif des ressources individuelles, soit pour provoquer « des effets de brouillage et des chocs identitaires » aboutissant à la perte de l'estime de soi. Confrontées aux remaniements, réajustements et conflits identitaires, ces femmes éprouvent de plus en plus de difficultés à ajuster leurs différents "soi" et à garder la face.

Ce qui ressort *in fine* c'est que les migrantes qui quittent seules leur pays pour des raisons économiques aspirent à trouver un travail pourvoyeur de ressources financières dont elles pourront faire bénéficier les familles qu'elles ont laissées derrière elles. Les migrantes apparaissent comme une catégorie très vulnérable face à la flexibilité de l'emploi, à la demande en matière de travail illégal, contraintes à s'engager dans l'économie informelle. En effet, affirme-t-elle, elles sont très présentes dans le travail précaire, la sous-traitance, les emplois externalisés, la vente à domicile, le travail à domicile, etc.

Laurence Roulleau-Berger nous invite à repenser la question migratoire. La question est de savoir si cela ne nous impose-t-il pas de nous placer dans un espace pluridimensionnel pour comprendre comment se hiérarchisent les spatialités, comment les individus sont contraints à des formes de multi-appartenances et comment des réseaux transnationaux et réticulaires se forment au-dessus des États-nations, créant des processus de conjonction et de disjonction culturelle, économique et symbolique ?

Aïcha BENAMAR

Jean-Pierre Famose et Jean Bertsch, *L'estime de soi : une controverse éducative*, Paris, PUF, 2009, 192 p.

L'ouvrage porte sur l'estime de soi, dans la sphère sociale en général et le monde éducatif en particulier. L'estime de soi est au cœur du comportement individuel, apportant confiance et assurance, permettant de progresser et *in fine* de réussir. Une faible estime de soi est fréquemment à l'origine de difficultés pour un individu : doutes, hésitations, ou à l'inverse vanité et arrogance. Un bon niveau d'estime de soi confère à la personnalité : capacité à s'affirmer et respect des autres.

Centré sur la question de l'augmentation de l'estime de soi, en tant qu'objectif éducatif, l'ouvrage est organisé en deux parties : La première partie compte quatre chapitres mettant en avant une mise au point conceptuelle et la seconde, de trois chapitres, démontre que la cible pédagogique prioritaire n'est pas tant le niveau d'estime de soi que la capacité de l'élève à se connaître et s'accepter.

Le premier chapitre est consacré à la mise en évidence des liens existant entre les différents concepts appartenant au champ investi par le concept d'estime de soi. Il nous propose en outre quelques théories explicatives de la construction de l'estime de soi. Dans le second chapitre, les auteurs traitent de l'approche intra-personnelle où l'estime de soi est assimilée au résultat du rapport entre les perceptions de soi réelles et idéales. Les principaux facteurs influençant le niveau du soi réel y sont déterminés et les moyens d'interventions pédagogiques identifiés. Le troisième chapitre est consacré à l'approche interpersonnelle assimilant l'estime de soi au résultat de la perception de la personne en rapport avec son évaluation par les personnes importantes de son entourage. Ces personnes seraient un « miroir » dans lequel la personne perçoit le « reflet » de sa propre image ; reflet influençant l'estime de soi. Quelques pistes pour des interventions pédagogiques sont proposées ; interventions faites dans le but d'élever l'estime de soi qui ne pourraient donner de résultats positifs qu'en développant la compétence sociale des élèves, les aidant à construire une représentation réaliste d'eux-mêmes. Le quatrième et dernier chapitre de cette partie est réservé à l'approche évolutionniste de l'estime de soi et la théorie du sociomètre assimilant l'estime de soi à un instrument de mesure (le mètre) qui servirait à donner une indication de l'acceptation sociale de la personne et/ou de l'inclusion sociale nécessaire à sa survie. Selon les auteurs, si la personne ne possède pas les caractéristiques valorisées par le groupe, elle peut avoir une faible estime de soi ; le groupe rejetant les individus qui ne possèdent pas les caractéristiques qu'il valorise.

La seconde partie s'ouvre sur le cinquième chapitre dont l'objectif est d'analyser les présupposés sous-tendant la visée d'augmentation de l'estime de soi. Cette dernière n'y apparaît pas comme une variable homogène variant d'une basse à une haute estime de soi. Une haute estime de soi, affirment les auteurs, n'est pas toujours le signe d'une estime de soi adaptative. Dans le chapitre 6, l'accent est mis sur le fait que ce n'est pas un besoin d'évaluation positive de soi en lui-même qui guiderait l'individu. Ce qui ressort de ce chapitre c'est que ce n'est pas l'estime de soi en tant qu'évaluation globale qui constitue un vecteur de prédiction de la réussite scolaire mais bien l'évaluation de soi au niveau des compétences scolaires. Le septième et dernier chapitre remet en cause le caractère désirable de la « haute » estime de soi, à travers l'exposé des principales recherches qui traitent du lien entre elle et l'agressivité d'une part et la réussite d'autre part.

En guise de conclusion, les auteurs soulignent les raisons qui remettent en cause la pertinence de l'augmentation de l'estime de soi comme objectif prioritaire. Nous retiendrons que c'est un indicateur d'inclusion sociale. L'estime de soi représente ainsi le composant évaluatif et affectif du concept de soi et les interventions faites dans le but d'élever l'estime de soi ne peuvent donner de résultats positifs que si on développe chez eux la compétence sociale, en les aidant à construire une représentation réaliste d'eux-mêmes.

Jean-Pierre Famose et Jean Bertsch nous proposent, ici, une analyse critique d'une abondante littérature et questionnent le bien-fondé de la promotion de l'estime de soi comme solution à certains problèmes personnels et sociaux, tâche qui à coup sûr n'est pas aisée.

Aïcha BENAMAR

Hervé Cellier et Abla Rouag-Djenidi, *Algérie-France. Jeunesse, Ville et marginalité*, Paris, l'Harmattan, 2008

L'ouvrage est issu d'un colloque international sur *la ville et la marginalité*, qui s'est déroulé en 2007, à l'université de Skikda. Trois principaux concepts sous-tendent la trame textuelle de l'ouvrage : la ville, la jeunesse et la marginalité. C'est à partir de travaux pluridisciplinaires portant sur la place de la jeunesse et sur sa précarité sociale dans les villes, qu'est organisé cet ouvrage articulé autour de trois parties. Nous retiendrons pour le lecteur les structures des deux premières parties : *les situations sociales, économiques, familiales et professionnelles des jeunes ainsi que leurs conduites et leur place dans la ville*.

Les situations sociales, économiques, familiales et professionnelles des jeunes font l'objet de huit contributions. Les espaces urbains

structurent et organisent les perceptions des habitants, affirment Noufel Bahri et Abla Rouag, dans le texte d'ouverture de cette partie. Cependant les nouvelles formes urbaines des grands ensembles algériens sont en complète rupture avec l'ancienne manière de faire la ville, centrée sur l'espace privé et domestique. Ce qui est mis en exergue c'est le cas des jeunes qui investissent les espaces extérieurs, à l'origine de situations conduisant parfois à des formes de violence. Le quartier de Sidi Mabrouk supérieur, au centre de la recherche menée par Saliha Chouguiat Belmallem est décrit comme l'un des quartiers les plus touchés par la délinquance. En matière de violence et d'agressions, plusieurs zones ont été délimitées dont en particulier le jardin public de Beymouth et le marché.

L'urbanisation généralisée par l'étalement des parties nouvelles de la ville de Skikda est un phénomène étudié par Karima Messaoudi. L'imbrication entre rural et urbain permet de comprendre, selon l'auteure, pourquoi l'habitant court derrière une image de la ville moirée qui impose son étalement, ses modes et ses pratiques quotidiennes. La réflexion proposée par Abdelkader Lakjaa se fonde sur les résultats d'une enquête de terrain dont les résultats donnent, entre autres, une vue globale des attitudes des jeunes algériens à l'égard des valeurs sur lesquelles repose la société algérienne dans laquelle ils vivent. Si la jeunesse est une catégorie à privilégier, affirme l'auteur, c'est parce qu'elle est engagée dans la mise en question du lien communautaire.

S'intéressant à l'attachement résidentiel des jeunes, Abla Rouag-Djenidi, Barbant Bonnefoy, Hamoudi Rouag, Noufel Bahri, présentent les résultats d'une enquête menée auprès de 130 jeunes d'origine maghrébine, âgés de 13 à 21 ans, dans des banlieues parisiennes. Cet attachement, selon les auteurs, est plus fort chez les garçons qui n'ont pas réussi socialement, et plus faible indifféremment chez les filles et les garçons qui sont encore dans une trajectoire de réussite scolaire et sociale. Toujours en France, en comparant deux quartiers l'un non réhabilité, et l'autre réhabilité du Val Fourré, à Mantes-la-Jolie, Barbant Bonnefoy et Julie Romeur consacrent leur contribution à l'attachement au lieu et à la protection de l'estime de soi. Elles montrent comment des individus discriminés protègent leur estime d'eux-mêmes en privilégiant des comparaisons sociales avec leur groupe d'appartenance.

Le phénomène de la marginalisation urbaine est au centre de l'analyse faite par Lamia Bouamra dont la contribution est consacrée à l'analyse de l'état des lieux de la réalité urbaine dans la ville de Batna. Elle nous explique, dans une première phase, les mécanismes de formation de ses quartiers, et dans une seconde phase, elle met en lumière les réalités

socio-économiques existantes. Enfin, à partir d'une étude menée sur la nouvelle ville et le centre-ville de Constantine, Iliece Kheribot, Abla Rouag, Barbara Bonnefoy et Adel Kadri, affirment que l'attachement des jeunes de la nouvelle ville de Constantine et du centre-ville de Constantine est relativement moyen. Ils précisent que la variable durée d'habitation.

Les conduites des jeunes et leur place dans la ville constituent l'objet de la seconde partie, dont le premier texte sous la plume de Norbert Sillamy présente les jeunes de la cité comme des partenaires indispensables dans les nouvelles régulations sociales. A propos des violences scolaires et de la déscolarisation au sein des collèges, Pierre G. Coslin met l'accent sur les difficultés rencontrées par les jeunes, et pose le problème de l'évaluation, englobant la note de vie scolaire, qui peut pénaliser certaines catégories d'élèves. S'intéressant à l'écolier dans la ville, Halima Belhandouz plaide pour une ville algérienne pouvant donner à ses usagers le désir d'y vivre et de vivre ensemble ; autrement dit, une ville permettant aux jeunes de valoriser et d'inscrire dans l'espace social leurs sociabilités. Akila Khebbeb, soulevant la question des rythmes de vie et des conditions spatio-temporelles à l'école algérienne, montre qu'il n'est pas rare de voir des élèves dormir en classe ou bailler sans arrêt, laissant entrevoir un état d'extrême fatigue. La contribution de Allaoua Bendif, portant sur l'aménagement du territoire, soulève la problématique urbanistique de la ville de Skikda. Elle souligne l'impact de la configuration générale de la ville sur la consistance des violences urbaines qui s'y expriment.

Comment est écrite la ville ? Comment est-elle dite ? Et quelles en sont ses différentes représentations ? Voici trois questions auxquelles Zoubida Belaghoueg a tenté de répondre. Présence permanente, la ville dans la littérature algérienne est au cœur des récits, selon l'auteure. Apparaissant sous différentes formes, elle n'est pas que simple décor ; c'est un espace-abri et nourricier à la fois. Le passage à l'acte chez le jeune abuseur incestueux est au centre de la contribution de Samira Touafek et Nadjib Nini. Elles soulignent l'incidence des conditions socio-familiales et relationnelles dans la déviance sexuelle. Posant la question de l'hospitalisation de l'adolescent dans la daïra de Blida, la ville est définie, non pas seulement comme un espace géographique, mais aussi comme un lieu de relations collectives, économiques, politiques. La nouvelle urbanité, affirment les auteurs, suppose aujourd'hui d'autres valeurs et d'autres conditions. Chômage, déscolarisation, précarité, insuffisance de qualifications, affectent particulièrement les jeunes. Ils adoptent dans les quartiers urbains des comportements et des stratégies par lesquels ils

affirment une présence souvent contestée. Conduites à risque, marginalité, délinquance, toxicomanie peuvent être pour eux les moyens d'occuper des espaces dont ils sont souvent exclus. L'État et les autorités locales, en Algérie, ne font pas encore suffisamment de cette catégorie particulière une priorité: les jeunes en difficulté n'ont pas beaucoup de place dans les politiques publiques ni dans les actions locales en tant que jeunes en difficulté d'insertion sociale ou professionnelle ou même scolaire.

L'ouvrage permet de comprendre, d'une part, comment se construit l'identité sociale des jeunes, et d'autre part, les difficultés qu'ils rencontrent sous l'effet des processus de transformation que connaissent la ville, la famille, et la société algérienne dans son ensemble.

Nouria BENGHABRIT-REMAOUN

Isabelle Clair, *Les jeunes et l'amour dans les cités*, Paris, Armand Colin, 2008, 303 p.

L'ouvrage rend compte d'une enquête réalisée par l'auteure entre 2002 et 2005, auprès d'une soixantaine de jeunes, filles et garçons, qui avaient entre 15 et 20 ans dans quatre cités de la région parisienne. L'auteure y explore la façon dont ces jeunes construisent leur identité sexuée et leurs premières relations amoureuses. Il ressort a priori que la pression sociale qui les amène à adhérer à des normes extrêmement contraignantes de la masculinité et de la féminité tient d'abord à leur cadre de vie, le ghetto de la cité où tout le monde est sous le regard de tous. La démarche adoptée a permis de libérer la parole des enquêtés mettant ainsi en évidence *les pratiques concrètes des relations amoureuses des jeunes et les enjeux qu'elles renferment en termes de construction des identités genrées et sexuelles, ainsi qu'en termes de projection dans une conjugalité adulte.*

Dans leurs discours, les enquêtés déclarent que les garçons se doivent d'être des "hommes", d'afficher leur virilité en revanche les filles doivent faire preuve de réserve, par exemple en matière vestimentaire, thème le plus spontanément abordé par eux parce qu'« étendard de leur moralité sexuelle ». Il s'agit pour elles de ne pas montrer leurs "formes" et de rester à leur place, ne pas transgresser les barrières d'âge. Elles se doivent également de ne pas investir l'espace public n'importe quand et pour n'importe quoi - ne pas "traîner" en somme, comme certains garçons. Une fille affirment-ils doit être le plus possible invisible et sa visibilité ne peut être légitimée que par un but précis : une fille sans but est une fille à visée sexuelle. .

Les filles, selon l'auteure, sont menacées d'avoir "mauvaise réputation" si elles contreviennent à ces règles - même si l'étiquetage n'est pas systématique : d'autres éléments peuvent entrer en jeu. La mauvaise réputation des filles est immanquablement liée à leur sexualité. «La mauvaise réputation joue un rôle de rappel à l'ordre pour l'ensemble du groupe des filles et permet la ségrégation dudit groupe en termes de ressources vertueuses sur le marché amoureux et sexuel local. De ce fait, les filles sont elles-mêmes les agents de l'ordre du genre par les réactions qu'elles adoptent à un éventuel étiquetage. La fille étiquetée adopte une position de repli en attendant que les choses se calment ou se re-territorialisent ailleurs où elle n'a pas de réputation.

L'auteure souligne une certaine obligation sociale à la conjugalité chez les jeunes. L'important est de faire couple, dit-elle, et d'avoir vu validé sa valeur sur le marché amoureux que de vivre effectivement une relation amoureuse et de couple : très souvent, les partenaires se voient peu, voire pas du tout, jusqu'à s'esquiver ! Loin d'être spontanées, ces relations adolescentes reposent sur des normes généralement connues et les partenaires entendent se conformer au « scénario conjugal » qui interdit, par exemple, de faire preuve trop tôt de sentiments et surtout de les proclamer. La conversation est la pratique de couple par excellence : elle est la condition du progrès du couple vers la complicité, une relation sérieuse. Les adolescentes refusent en général toute sexualité génitale, sauf si la relation amoureuse a pris beaucoup d'importance à leurs yeux, mais ce n'est pas un critère suffisant : toutes les jeunes filles entendent se préserver pour le mariage et/ou pour le grand amour et/ou jusqu'à un âge plus avancé.

En matière de relations amoureuses, les attentes des garçons et des filles sont différentes : *les filles veulent de l'"attention" quand les garçons aiment que l'on s'"occupe" d'eux. Une fois l'étape de la rencontre passée, les filles désirent être vues, remarquées, faire l'objet du regard et de la considération de l'autre, tandis que les garçons veulent être choisis.*

L'ouvrage d'Isabelle Clair apparaît comme un des rares travaux sociologiques qui, sans les préjugés racistes habituels contre les « jeunes de banlieues », met en évidence l'existence d'une domination bien réelle sur les filles. Elle montre en quoi les identités de genre se construisent et sont empreintes de domination, dans la mécanique amoureuse elle-même.

Un des mérites de l'auteure est de s'inscrire en faux contre l'habitude prise de ne déclinier les « jeunes des cités » qu'au masculin, en capuches, baskets et machisme exacerbé. Elle apporte un démenti à certaines approches, socio-politico-médiatiques tirant parti de cette domination masculine affichée pour stigmatiser les banlieues et tout particulièrement

les milieux issus de l'immigration : en caricaturant les garçons et en niant les filles.

Aïcha BENAMAR

Kamal Rarrbo, *Études sur les politiques jeunesse des pays méditerranéens, Algérie, Programme EuroMed Jeunesse III, 2007*

Existe-t-il une politique jeunesse en Algérie, sommes-nous tentés d'interroger cette étude publiée sous forme d'un rapport de 37 pages, à la suite de la lecture de l'ouvrage de Kamel Rarrbo 1995 portant, entre autres, sur les marginalisations sociales et le désarroi culturel des jeunes ? Le rapport rend compte de l'analyse du contexte algérien réalisée dans le but de savoir si le pays a effectivement mis en place une politique jeunesse, de comprendre comment les pouvoirs publics algériens répondent aux problèmes afférents à la jeunesse, et d'examiner le rôle des ONG et l'impact de l'éducation non-formelle. Dès l'incipit, il apparaît qu'aucune politique jeunesse n'a été mise en œuvre pour l'instant en Algérie, même si le pays a mis en place un certain nombre de dispositifs réglementaires en faveur des jeunes. Partant d'une documentation bibliographique spécialisée et d'une série d'interviews menée auprès de responsables locaux, y compris des responsables d'ONG, Rarrbo a pu dégager les grands thèmes de la problématique des jeunes en Algérie et préparer un questionnaire adapté à la situation locale ; situation qui semble ne pas avoir été suffisamment étudiée. Peu de recherches, dit-il, ont été réalisées dans ce domaine en Algérie. Si Quelques-unes ont porté sur des questions culturelles ou sur l'intégration professionnelle des jeunes, la documentation écrite portant sur la jeunesse en Algérie est rare.

Le rapport d'article autour de six points : la situation de la jeunesse, les aspects structurels, institutionnels et législatifs des politiques en sa faveur, les associations et ONG qui en ont la charge, le programme Euromed, les autres mécanismes de soutien et enfin les perceptions des acteurs. La situation de la jeunesse est perçue à travers le prisme de la crise sociale. Elle paraît associée à des « fléaux sociaux », comme le chômage, la drogue, la violence politique et la délinquance, les révoltes urbaines et les « harragas » (émigrés clandestins). Elle est souvent considérée comme un fardeau pour la société, et une masse difficile à gérer au lieu d'une perçue comme une ressource pour le pays et un atout pour l'avenir. Cette vision négative est intériorisée par les jeunes qui généralement se culpabilisent, éprouvant des sentiments d'abandon et de révolte. Un accent particulier est mis sur les répercussions du taux

considérable de chômage en sur la fraction juvénile de la société, sur le vide culturel et la dépendance aux drogues douces.

Les aspects structurels, institutionnels et législatifs des politiques Jeunesse en Algérie recouvrent maintes dispositions : entre autres des lois et des approches. La constitution de la République Algérienne Démocratique et Populaire garantit le droit à l'éducation, notamment l'article 53. Cet article précise l'obligation pour les enfants de suivre une scolarité de base, premier niveau d'instruction en Algérie. Les études sont gratuites et obligatoires pour tous les enfants jusqu'à 16 ans. Parallèlement, l'Etat doit faciliter un accès égalitaire à l'éducation et à la formation professionnelle. Le code du travail permet aux jeunes de travailler à partir de 16 ans.

En matière d'approches institutionnelles, l'auteur cite le plan d'action du ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, adopté en 2008, en faveur de la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage», visant la création de trois types contrats d'insertion. Le contrat d'insertion des diplômés (CID) est destiné aux jeunes diplômés et techniciens supérieurs issus des écoles nationales de formation professionnelle. Le contrat d'insertion professionnelle (CIP) concerne les jeunes sortant des écoles secondaires ou des centres de formation ou ayant suivi un stage d'apprentissage, et le contrat de formation et d'insertion (CFI) est réservé aux jeunes qui n'ont pas reçu de formation professionnelle ou qui n'ont aucun diplôme. Des associations ont été créées pour développer des actions de prévention des toxicomanies ; le service national de lutte contre la drogue et la toxicomanie en recense près de 280 associations. En matière de participation des jeunes à la vie des villes, aux plans niveau local et/ ou national, aucune approche institutionnelle n'est envisagée. Bien que la nécessité d'impliquer les jeunes ait été reconnue ces dernières années, aucun dispositif n'a été mis en place.

Par ailleurs, le Ministère de la Jeunesse et des Sports a créé en 2008 un programme de financement axé sur le développement d'un partenariat entre les associations locales et les structures publiques proposant des activités socioculturelles, comme les centres de loisirs pour jeunes.

81 000 associations et ONG ont en charge de la jeunesse en Algérie. Selon une étude sur le mouvement associatif en Algérie, financée par l'Union Européenne, citée par Rarrbo; près de la moitié des associations interviennent dans le secteur social, un tiers dans le domaine culturel et environ un quart s'occupent de problèmes environnementaux. Nous retiendrons qu'il n'existe ni de Conseil national de la Jeunesse ni de fédération regroupant les associations engagées dans le secteur de la jeunesse. Les associations non-gouvernementales les plus importantes ont

ouvert des centres locaux dans plusieurs wilayas d'Algérie, comme par exemple la fondation FOREM (environ 15 centres) ou encore l'association de prévention et de protection de l'enfance et de la jeunesse de Tizi-Ouzou, qui gère un centre de réception et de prévention.

En ce qui concerne le programme Euromed, nous apprenons que c'est un programme régional lancé à dans le contexte du Processus de Barcelone. Les objectifs de ce programme visent l'encouragement du dialogue interculturel entre les jeunes des pays de la région euro-méditerranéenne, la promotion chez eux d'une citoyenneté active et *in fine* la contribution à l'élaboration d'une politique jeunesse, par le biais de divers projets organisés par et pour les jeunes. Les thèmes des projets correspondent aux priorités du Programme, à savoir : l'égalité des sexes, les droits des minorités, la lutte contre le racisme et la xénophobie, ainsi que la protection du patrimoine culturel et de l'environnement.

D'autres mécanismes de soutien à la jeunesse ont été mis en œuvre : le Programme d'appui aux associations algériennes de développement» qui a permis de financer 76 projets associatifs et grâce à lui, 73 associations ont pu être formées aux cycles de gestion de projets. Le programme ONG II a permis de former 300 associations aux cycles de gestion de projets. Le programme 'Joussour' ou PCPA Algérie (Programme Concerté Pluri-Acteurs Algérie) a permis de renforcer les capacités d'actions des associations dans les domaines de l'enfance et de la jeunesse. Ce programme, établi dans le cadre d'un partenariat établi entre une quarantaine d'organisations algériennes et françaises, a reçu l'appui du Ministère français des Affaires étrangères et européennes.

Les perceptions d'acteurs décryptées par l'auteur convergent essentiellement vers les phénomènes du chômage de la « harga » et de la toxicomanie. Les sondages d'opinion réalisés sur les aspirations des jeunes ont confirmé ce triple constat. Le premier problème que rencontre le jeune est le chômage; notamment celui des diplômés qui a entraîné une dévalorisation des diplômes, Le second est celui de la « harga » qui donne lieu à plusieurs discours critiques. Les responsables d'associations ont conçu des projets pour accompagner les jeunes « harragas » ou des actions humanitaires à l'intention des familles qui ont perdu des fils au cours de leur « harga ». Le troisième est celui de la toxicomanie : une corrélation est établie entre la toxicomanie et la perte d'espoir : sans formation ni travail, sans perspective aucune d'obtenir un logement, rejetés de tous côtés, les jeunes se rabattent sur les « zetla » (drogues). Peu de gens interrogés, souligne Rarbo, sont conscients de l'existence d'une politique jeunesse. Certains pensent que la priorité est donnée au sport. D'autres suggèrent que la politique jeunesse future devra tenir compte de la problématique spécifique à chaque région d'Algérie. Certains acteurs, ajoute-t-il, estiment que le problème fondamental de la

jeunesse algérienne est le manque de dialogue et de communication entre les institutions et les jeunes qui les marginalisent et leur fait perdre tout espoir.

Aïcha BENAMAR

Jean François Guillaume, *Histoires de Jeunes : des Identités en Construction*, Paris, l'Harmattan, 1998, 174 p.

Des récits de vie et de projection sur l'avenir, ont été recueillis auprès de onze jeunes filles et jeunes garçons, âgés de 18 ans et parvenus, au terme de l'obligation scolaire. De situations sociales, diverses, ces jeunes sont confrontés à un choix entre la poursuite d'une formation professionnelle ou l'insertion professionnelle. L'Etude réalisée par Jean François Guillaume à partir du terrain, cherchait à savoir comment, dans le cadre de la recherche d'une identité stable, les jeunes se représentaient leur projet d'avenir entre réalisme du présent et rêve du futur.

La démarche méthodologique arrêtée, impliquait une collaboration soutenue avec les jeunes, autour de deux entretiens, au minimum, durant trois à six heures d'échanges avec chacun des participants retenus. Le premier échange était consacré à la description de l'avenir tel que le jeune se le représentait, quant au second, il devait explorer son passé personnel et familial. Des points communs se retrouvent chez eux dans le présent et dans leur imagination du futur, tels : la culture héritée, la maison de leur rêve, une profession choisie, la réussite familiale et sociale etc., ce qui révèle, la présence emprunte de contradictions, cependant, chargée du poids du passé de chacun et de stratégies envisagées en vue de reproduire ou non, le capital familial ou le maintien d'une position sociale.

C'est en fait, en voulant se débarrasser du poids de l'héritage culturel familial, que souvent, le jeune s'y trouve de plus en plus prisonnier par le sentiment de reconnaissance des efforts fournis par les parents pour son éducation. L'évocation de leur passé et leur projection sur le futur, révèlent, chez les jeunes, des points de convergence et aussi de divergences. Ils se rejoignent dans les aspects critiques de leur passé familial, les attitudes de leurs parents vis-à-vis de leur façon de mener leur vie, de concevoir leur look, de leurs résultats scolaires. Ils restent eux-mêmes prudents, voire, critiques vis-à-vis de la manière de vie adoptée par leurs parents, ex. certains, comme Clémence, refuse de se retrouver dans la situation du choix professionnel du père qui « trime comme un forcené » pour pouvoir joindre les deux bouts à des fins de subsistance familiale et de réussite éducative des enfants ; ou comme Aurore qui, tout en adorant sa grand-mère, qui a remplacé ses parents, et qui a mis à sa disposition tous les moyens pour une bonne éducation, et qui pourtant, refuse de reproduire la même situation ; ou encore comme Eric qui a décidé, unilatéralement, de tourner le dos à son milieu familial,

voulant aller plus loin que ses parents qui ont passé cinquante ans dans la même maison.

Même lorsqu'ils ne tarissent pas d'éloge à l'égard de leurs parents, certains, comme Michaël, admiratif de son père, qui a toujours démontré un comportement juste dans l'exercice de son rôle parental, il ne souhaite pourtant pas, suivre la même trajectoire professionnelle ni mener la même vie que lui. Cependant Comment ces jeunes, arrivent-ils à dépasser le dilemme : être soi, concevoir, choisir et planifier pour soi, et en même temps rester fidèle à l'héritage familial voire à un engagement motivé par de la reconnaissance à des missions parentales consommées ? Le comportement des jeunes apparaît ambivalent : dans la description de leur quotidien, transparait à la fois « les craintes les plus profondes et les espoirs les plus chers, les incertitudes qui effrayent et les convictions qui rassurent » p. 20. C'est ce qui explique que les projets, familiaux ou professionnels, imaginés, apparaissent dans certains cas, comme intégrés, voire compétitifs et presque jamais isolés.

On peut noter que par rapport à la question de la transmission culturelle et professionnelle, beaucoup de jeunes n'y adhèrent pas même lorsqu'ils expriment de l'admiration et du respect pour ce que sont leurs parents et ce qu'ils font. Ce qui semble motiver certains jeunes comme Pascal c'est moins la richesse ou le pouvoir que l'expérience qu'on acquiert ou l'estime qu'on accorde « à des personnes qui ont le courage et la fierté d'assumer leur personnalité, d'affirmer leurs opinions sans ambages ». La liberté préoccupe également la plupart des jeunes : « ce qui m'intéresse, c'est que je puisse vraiment m'amuser et faire ce que je veux plus tard » dit Pascal. Cependant, comment y arriverait-il alors qu'il est partagé entre le réalisme des conditions de vie, imposées et des contraintes professionnelles (soumission aux habitudes, organisation et horaires de travail) et le rêve de faire ce qu'il veut ?

Ce que nous retenons des récits, c'est qu'entre parents et enfants, entre générations, les liens demeurent profonds et sont loin de disparaître avec les distanciations physiques ou géographiques ou même exprimées par les jeunes. A travers le récit, se dégage une trame traduisant le mythe fondateur de l'identité qui reste permanent et qui se transfère virtuellement dans le projet d'avenir partant de la reproduction des rôles et statuts familiaux. La résurgence du passé et la projection sur un avenir constituent les deux faces d'un même processus qui intègre, à travers la construction de l'identité, les leçons de l'histoire et les composantes du quotidien. Les jeunes ne peuvent se définir et construire leur projet sans revenir à ce qui a marqué leur parcours.

Khadija KEDDAR